

Les réseaux thermiques bousculent l'économie

ÉNERGIE Indispensable pour décarboner le canton, le déploiement des réseaux thermiques structurants met sous tension la mobilité, les commerces et l'ensemble du tissu économique genevois

JULIE MÜLLER-PELLEGRINI
(IMMOBILIER.CH)

A Genève, les chantiers se multiplient et s'installent dans la durée. Derrière les tranchées ouvertes et les déviations, un dispositif invisible est en train de prendre forme: les réseaux thermiques structurants (RTS). «Nous construisons l'infrastructure énergétique la plus importante des prochaines décennies», souligne Véronique Athané Ryser, directrice générale des Services industriels de Genève (SIG).

Le projet bénéficie d'ailleurs d'un large soutien. Approuvés par près de 80% de la population en 2022, les RTS doivent couvrir la moitié des besoins en chaleur du canton avec une énergie 100% renouvelable d'ici à 2050. Mais cette ambition repose sur un chantier massif: 250 kilomètres de réseau (dont 170 déjà réalisés), 1,5 milliard de francs investis d'ici à 2030 et 1500 bâtiments à raccorder. «Pour cela, il faudra encore assumer des travaux d'envergure pendant de nombreuses années», a rappelé Arnaud Bürgin, directeur

général de la FER Genève, lors d'un événement récemment organisé par la fédération.

Perturbations pour les entreprises

Les effets économiques sont cependant largement perceptibles. «Le déploiement de ces réseaux a un impact direct sur la vie économique», a souligné Arnaud Bürgin devant un parterre d'entrepreneurs inquiets. Dans un canton déjà saturé (près de cinq heures et trente minutes de bouchons quotidiens), les chantiers aggravent les difficultés de mobilité. Or, selon une étude de la Fondation pour l'attractivité du canton de Genève, «près de 80% des entreprises considèrent actuellement la mobilité comme le principal facteur de dégradation des conditions-cadres».

Les conséquences dépassent ainsi les zones de travaux. «Que l'on soit proche ou non des chantiers, beaucoup d'entreprises sont aujourd'hui impactées», relève la conseillère d'Etat Delphine Bachmann. Pour les commerces, la restauration ou l'hô-



Local technique à l'ONU de Genève-Lac-Nations, qui utilise de l'eau du lac pour rafraîchir les bâtiments du Palais des Nations où GeniLac des SIG viendra compléter ce système de refroidissement. (GENÈVE, 4 AOÛT 2022/MARTIAL TREZZINI/KEYSTONE)

tellerie, les nuisances sont directes: accès réduit, visibilité diminuée, fréquentation en baisse. A cela s'ajoute une incertitude persistante liée à la durée des travaux difficile à anticiper, aux délais susceptibles d'être prolongés ou encore à la dépendance par rapport aux autorisations de construire.

Des solutions concrètes émergent

«L'équilibre est extrêmement complexe à trouver», reconnaît Delphine Bachmann. Puisqu'il faut à la fois mener la transition énergétique et préserver l'activité économique. La contrainte est aussi structurelle, avec un sous-sol genevois saturé de réseaux, rendant chaque intervention délicate. En surface, les chantiers occupent des axes majeurs, avec un impact croissant à mesure que le déploiement se rapproche de l'hypercentre. «Comme pour le Léman Express, si nous avions pu construire ces réseaux avant que Genève se développe, cela aurait été plus simple», admet la magistrate.

Face à ces tensions, les autorités

ont alors renforcé la coordination. Deux plateformes structurent désormais la planification. L'une dédiée aux chantiers de mobilité, l'autre aux interventions en sous-sol. Elles permettent d'aligner les calendriers entre acteurs (communes, SIG, services de mobilité...) et d'éviter de multiplier les ouvertures de voirie. La planification s'étend désormais sur plusieurs années, avec une volonté d'anticiper jusqu'à six à douze mois pour les entreprises. Ainsi, dans les prochains mois, plusieurs secteurs seront concernés, notamment à Rive (rue d'Italie, boulevard Helvétique, rue du Rhône), à la Servette (rue Hoffmann, avenue Wendt, avenue Louis-Casati ou encore avenue Giuseppe-Motta), ainsi qu'à Carouge-La Praille, avec des travaux attendus dès 2027 sur la rue Jacques-Grosselin et le secteur de Pinchat.

De plus, sur le terrain, des solutions techniques sont déployées pour limiter les nuisances. Les SIG utilisent par exemple des micro-tunneliers pour poser des

conduites sans ouvrir certaines rues, ou construisent des dalles provisoires permettant de maintenir la circulation pendant les travaux. La coordination s'étend aussi aux autres réseaux: eau, gaz, électricité ou fibre, afin d'intervenir de façon groupée. «Le but n'est pas de rouvrir deux fois au même endroit», rassurent les SIG. En parallèle, la communication est renforcée à l'aide d'informations anticipées, de plans de mobilité distribués aux entreprises, de présences sur le terrain via des dispositifs mobiles (GeniVan) ou encore d'affichages expliquant les phases d'inactivité des chantiers.

Indemniser, accompagner et accepter les limites

Enfin, pour les entreprises les plus touchées, un système d'indemnisation simplifié est testé. Il repose sur une procédure à l'amiable, avec une réponse en un mois. Des «facilitateurs urbains» interviennent également pour résoudre les problèmes concrets sur le terrain. Mais les autorités le reconnaissent: «Viser le

zéro nuisance n'est pas réaliste.» Le rythme du déploiement dépendra aussi de ce qui est socialement et économiquement acceptable.

Reste que, malgré les contraintes, les RTS génèrent tout de même des retombées économiques importantes. Les 1,5 milliard d'investissements profitent largement aux entreprises locales, notamment dans le génie civil et l'ingénierie. Et, à terme, le projet promet aussi une énergie plus stable et plus durable aux Genevois (85% des clients qui ont déjà opté pour le tarif régulé l'ont jugé attractif). Bien que la rentabilité de cette infrastructure ne soit attendue qu'à partir de 2043, reflet d'un projet inscrit dans le temps long. Entre impératif climatique et contraintes économiques, Genève avance donc sur une ligne de crête. Les réseaux thermiques structurants dessinent les infrastructures de demain mais leur déploiement rappelle une réalité plus immédiate. Que toute transition a un coût et, pour l'heure, ce sont les entreprises qui en absorbent une grande partie. ■